

Comme le gouvernement fédéral est maintenant au courant de ce problème, un train de mesures a été mis sur pied dans le but de réduire et d'éliminer enfin la pénurie. Je partage les sentiments du député de Fraser Valley-Est (M. Patterson). Je voudrais maintenant soulever une question qui me paraît digne d'intérêt. Le ministère de la Consommation et des Corporations est resté en relations avec son homologue américain, l'Office of Consumer Affairs, à Washington, puisqu'une partie des couvercles canadiens est fabriquée aux États-Unis et la pénurie de couvercles a suivi là-bas les mêmes tendances qu'au Canada. Le gouvernement américain rapporte qu'en 1976 plus de quatre milliards de nouveaux couvercles seront fabriqués aux États-Unis, je dis bien plus de quatre milliards.

Je ne veux pas faire consigner une foule de détails mais il me paraît nécessaire d'attirer l'attention de la Chambre sur un ou deux faits cet après-midi. Le consommateur canadien disposera en 1976 d'un nombre suffisant de couvercles de boîtes de conserves si la production se maintient au rythme dont j'ai parlé et c'est une chose sur laquelle on peut compter. Mais elle dépendra aussi des réactions du consommateur, ce qui demeure assez incertain. Cependant, le gouvernement continuera de jouer un rôle actif dans la surveillance des stocks de couvercles pour les familles canadiennes qui veulent se protéger contre les conséquences néfastes de la montée des prix alimentaires en faisant des conserves à domicile.

Je vais reprendre mon siège, car je sais que d'autres députés veulent parler de cette importante question de la mise en conserve à domicile, mise sur le tapis cet après-midi par le député d'Okanagan-Kootenay (M. Johnston).

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Merci, monsieur l'Orateur, de me donner l'occasion de prendre part à ce débat. Je remarque que le secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Lee) n'est pas ici et qu'il a gracieusement passé ses notes au secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M^{me} Campagnolo). Et je suppose que ces notes viennent du sous-ministre ou de l'un de ses adjoints. Cela a très efficacement mis le couvercle sur l'habituel...

Des voix: Oh, oh!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une autre grande gueule.

M. Friesen: Cela a mis le couvercle sur la bouffée d'éloquence ou les images cacophoniques et les métaphores enchevêtrées que nous sert habituellement ce secrétaire parlementaire. Je dois pourtant reconnaître qu'elle est bonne lectrice. Elle lit très bien la langue des bureaucrates. Elle n'a même pas besoin d'indications scéniques. Je lui sais gré de toutes les statistiques qu'elle nous a fournies et du compte rendu des réalisations du ministère de la Consommation et des Corporations. Mais la situation en rappelle une autre quand, il y a quelques années, il y avait une pénurie extrême de jeans dans le pays. Il était presque impossible d'acheter certaines marques de jeans. La pénurie a duré vraisemblablement tant que les compagnies ont cru légitime de hausser le prix des jeans d'un montant suffisant pour leur permettre de faire des profits appréciables. Cela nous pousse à soupçonner que les pénuries de produits isolés sont organisées plutôt que véritables.

Bocaux à conserves

Dans son discours l'honorable représentante était générale en statistiques mais très avare de réponses. Elle a parlé d'une pénurie de fer-blanc—raison qui doit, semble-t-il, excuser les compagnies de ne pas avoir fabriqué ces couvercles à bocaux. Mais elle n'a jamais donné la raison de cette pénurie. Ne serait-ce pas que les aciéries ou les fournisseurs cherchaient à faire de meilleurs profits? Ou encore que la fabrication de produits autres que les couvercles à bocaux pouvait rapporter de meilleurs profits? Voilà ce que l'honorable représentante a omis d'expliquer. Peut-être que le sous-ministre ne l'avait pas noté à son intention.

M. Anderson: Vous voulez donc que nous nous ingérions dans l'économie maintenant.

M. Friesen: Certains députés de ce côté aimeraient avoir une économie planifiée et si c'en est là un exemple, prions le Ciel que l'économie ne soit jamais complètement planifiée.

Le secrétaire parlementaire nous a dit qu'une des compagnies fournissait des couvercles, mais qu'elle se sentait obligée de les fournir d'abord aux fabricants de pots afin que tous les pots soient vendus avec des couvercles. Cela semble raisonnable. Mais les compagnies de couvercles doivent-elles songer d'abord aux fabricants de pots ou bien aux consommateurs? Il y a des milliers de consommateurs canadiens qui ont suffisamment de pots, mais qui ont besoin de couvercles. Pourtant, le fabricant de couvercles pensait qu'il devait avant tout satisfaire le besoin des autres compagnies, c'est-à-dire des fabricants de pots. En outre, il me semble que le ministère de la Consommation établit mal ses priorités.

M. Anderson: Préconisez-vous une plus grande intervention du gouvernement?

M. Friesen: Les députés ont tous entendu cette formidable explosion du député de Comox-Alberni (M. Anderson) au sujet de l'intervention gouvernementale. Je puis en citer de nombreux exemples s'il veut dresser une liste.

M. Anderson: D'abord, vous dites que nous devrions le faire, puis vous dites que non. Décidez-vous.

M. Friesen: C'est bien comme un libéral. Cela ressemble à une vieille Edsel. On ne sait pas si ça avance ou si ça recule.

Selon moi, s'il n'y a pas de pénurie, comme le secrétaire parlementaire l'affirme, les détaillants savent quelque chose que le ministre ignore. Quand je vais au magasin, je vois des affiches en carton dans la vitrine qui disent: «Nous ne manquons pas de couvercles pour pots Mason à large ouverture.» Monsieur l'Orateur, s'il n'y a pas de pénurie, le consommateur l'ignore parce que le détaillant doit le faire savoir.

En passant à Bells Corners, je vois un terrain de cinq acres que l'agriculteur a divisé en carrés de quelques verges carrées qu'il a loués à des propriétaires de l'endroit. Puis, quand je me rends à l'endroit où j'habite, je passe par Richmond et je vois un terrain de 10 acres à côté de l'autoroute où le propriétaire fait la même chose, c'est-à-dire qu'il loue de petits carrés de jardinage à des particuliers. Presque tous les jardins sont loués. Il est évident que les particuliers essaient de tenir tête à l'inflation tout en mangeant leurs propres légumes, qu'ils préfèrent sans doute d'ailleurs.